

Yves Wendling : « Nous allons pouvoir avancer sur de grands dossiers »

29
Partages

26



Yves Wendling est engagé pour cinq ans. Le mandat est renouvelé automatiquement. Photo Michel Dell'Aiera

Yves Wendling est le nouveau consul du Luxembourg pour le Grand Est (hors Alsace). Assermenté le 20 novembre, le médecin généraliste mosellan succède à ce poste à Jean-Claude Schwartz pour un mandat de cinq ans. Né au Luxembourg d'une mère originaire du Grand-Duché, Yves Wendling revient sur sa nomination, ses missions et les relations économiques entre le Luxembourg et la Lorraine.

Pouvez-vous vous présenter et nous expliquer comment s'est passée votre intronisation en tant que consul du Luxembourg pour le Grand Est ?

Yves Wendling : Je suis médecin généraliste à Fameck et je suis très engagé dans la vie associative de notre territoire. En ce sens, je suis président de l'Association des donneurs de sang de Metz et agglomération, président départemental de l'association Prévention routière et vice-président de la fondation Bompard, à Novéant-sur-Moselle. Je me suis engagé en

politique très jeune et j'ai évolué aux côtés de Denis Jacquat (LR) dont j'ai dirigé les campagnes. En novembre 2019, j'ai démissionné de mes fonctions au conseil municipal de Metz et de Metz Métropole **afin de pouvoir postuler comme consul du Luxembourg pour le Grand Est** (hors Alsace qui dépend d'un consul général, ndlr). J'ai été assermenté pour un mandat de cinq ans renouvelé automatiquement. J'ai la lourde tâche de succéder à Jean-Claude Schwartz qui a incarné le Luxembourg à Metz pendant plus de 35 ans. C'est lui qui m'a mis le pied à l'étrier.

Quelle est la fonction du consul ?

En France, il y a l'ambassadeur du Luxembourg, qui lui-même a six consuls sur le territoire français. J'interviens pour le Grand Est et mon rôle est de défendre les intérêts du Luxembourg et des Luxembourgeois sur notre territoire s'ils rencontrent difficultés. En tant que consul, j'interviens aussi beaucoup sur les questions économiques qui sont un socle important des relations franco-luxembourgeoises. Si les entreprises du Grand-Duché veulent venir s'installer ou se développer, elles peuvent se reposer sur le consulat qui viendra en appui, sur les questions administratives, notamment. Les relations entre les deux pays sont excellentes et les maires de Metz, Thionville et Nancy, en plus de Jean Rottner, le président de la Région Grand Est, et Patrick Weiten, président du conseil départemental, sont plus que jamais prêts à collaborer avec le Luxembourg. Cela va nous permettre d'avancer sur de grands dossiers.



« Entre 30 et 40 % des transfrontaliers empruntent le train pour aller travailler. Pour ceux qui prennent la voiture, la question centrale, c'est l'autoroute. La France doit faire les choix qu'elle pense justes la concernant. » © Mathieu Cugnot pour La Semaine

Comme celui de la mobilité ?

Notre région et le Luxembourg sont dans une situation de partenariat privilégié avec 110 000 transfrontaliers qui traversent la frontière pour aller travailler. La mobilité est le premier sujet autour d'une problématique : comment l'améliorer ? Il faut savoir que le Luxembourg investit beaucoup sur le chemin de fer : 700 euros par an par habitant. Cela positionne le pays comme leader européen devant la Suisse qui est plutôt autour des 400 euros. Côté lorrain, des efforts sont aussi réalisés avec des discussions depuis cinq ans pour augmenter les places dans les trains. Les quais ont déjà été rallongés, nous bénéficions de trains à étage et l'augmentation de la cadence du trafic est au cœur des réflexions. Entre 30 et 40 % des transfrontaliers empruntent le train pour aller travailler. Pour ceux qui prennent la voiture, la question centrale, c'est l'autoroute. La France doit faire les choix qu'elle pense justes la concernant.

Côté français, les entreprises regrettent souvent de payer les coûts de formation avant de voir leurs jeunes partir travailler de l'autre côté de la frontière. Que répondez-vous à cela ?

Une étude de l'Université de Lorraine réalisée sur deux années est formelle. Une fois leur formation terminée, 50 % des étudiants quittent la Lorraine, auxquels il convient d'ajouter 10 % qui partent pour le Luxembourg. Ce n'est donc pas une hémorragie, d'autant que l'on peut imaginer que s'ils ne trouvaient pas de travail au Luxembourg, ils quitteraient quand même certainement la région.

Des reproches sont aussi adressés en matière de fiscalité : on se plaint que les transfrontaliers bénéficient des services publics français tout en payant leurs impôts au Luxembourg...

Dire que les transfrontaliers ne payent pas leurs impôts en France et bénéficient du service public du pays est en réalité injuste. Le seul impôt dont ils ne s'acquittent pas dans l'Hexagone est celui sur le revenu, qui représente environ 20 % du total. Une fois cela posé, il faut considérer que les salaires des transfrontaliers sont, en moyenne, supérieurs à ceux des travailleurs français. Pour rappel, le salaire minimum au Luxembourg culmine à 2 600 euros brut/mois et une famille avec trois enfants reçoit près de 1 000 euros d'allocations par mois, bien plus qu'en France. En adéquation avec leurs salaires, les transfrontaliers consomment plus et payent donc plus de TVA. Ils s'acquittent aussi de taxes foncières et d'habitation plus importantes puisque leurs logements sont souvent plus grands et onéreux. Enfin, ils payent les impôts locaux, au même titre que n'importe quel résident français. À la fin, la différence est moindre.

D'autant que, du coup, c'est aussi la Sécurité sociale luxembourgeoise qui paye pour les frais de santé des salariés. Le débat sur la fiscalité est un faux débat. On a voulu faire de l'Europe le lieu où l'on paye les impôts là où l'on travaille. C'est d'ailleurs un principe de la constitution et c'est pour ça que l'on bataille avec les Gafam qui sont présents dans le monde entier sans verser d'impôts ailleurs qu'aux États-Unis. J'ai parfois l'impression que l'on cherche à opposer le Luxembourg et la France, ce qui n'a aucun sens. Les entreprises du territoire ont souvent des filiales au Luxembourg et de grands groupes de l'autre côté de la frontière viennent chez nous, à l'image de Costantini, la Provençale, Grossbuch pour les fruits et légumes et bien sûr la pâtisserie Namur. Les exemples sont très nombreux. Il n'y a plus non plus de frontière physique et les Luxembourgeois viennent consommer à Metz le week-end, comme les Mosellans font le chemin inverse. Les échanges sont permanents et tout le monde a de quoi y gagner.